

L'employeur porte à la connaissance de ces salariés la liste des emplois disponibles correspondants.

L. 3122-14

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le travailleur de nuit, lorsque son état de santé, constaté par le médecin du travail, l'exige, est transféré à titre définitif ou temporaire sur un poste de jour correspondant à sa qualification et aussi comparable que possible à l'emploi précédemment occupé.

L'employeur ne peut prononcer la rupture du contrat de travail du travailleur de nuit du fait de son inaptitude au poste comportant le travail de nuit, au sens des articles [L. 3122-1](#) à [L. 3122-5](#), à moins qu'il ne justifie par écrit soit de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de proposer un poste dans les conditions fixées au premier alinéa du présent article, soit du refus du salarié d'accepter le poste proposé dans ces mêmes conditions.

Le présent article s'applique sans préjudice des articles [L. 1226-2](#) à [L. 1226-4-3](#) et [L. 1226-10](#) à [L. 1226-12](#) applicables aux salariés déclarés inaptes à leur emploi ainsi que des articles [L. 4624-3](#) et [L. 4624-4](#).

[service-public.fr](#)

> Travail de nuit du salarié du secteur privé : Recours au travail de nuit
> Comment est mis en place le travail de nuit dans l'entreprise ? : Travail de nuit

Section 2 : Champ de la négociation collective

L. 3122-15

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 32

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord collectif de branche peut mettre en place, dans une entreprise ou un établissement, le travail de nuit, au sens de l'article [L. 3122-5](#), ou l'étendre à de nouvelles catégories de salariés.

Cette convention ou cet accord collectif prévoit :

- 1° Les justifications du recours au travail de nuit mentionnées à l'article [L. 3122-1](#) ;
- 2° La définition de la période de travail de nuit, dans les limites mentionnées aux articles [L. 3122-2](#) et [L. 3122-3](#) ;
- 3° Une contrepartie sous forme de repos compensateur et, le cas échéant, sous forme de compensation salariale ;
- 4° Des mesures destinées à améliorer les conditions de travail des salariés ;
- 5° Des mesures destinées à faciliter, pour ces mêmes salariés, l'articulation de leur activité professionnelle nocturne avec leur vie personnelle et avec l'exercice de responsabilités familiales et sociales, concernant notamment les moyens de transport ;
- 6° Des mesures destinées à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment par l'accès à la formation ;
- 7° L'organisation des temps de pause.

Cette convention ou cet accord collectif est présumé négocié et conclu conformément aux dispositions de l'article [L. 3122-1](#).

[service-public.fr](#)

> Travail de nuit du salarié du secteur privé : Mise en place par accord
> Comment est mis en place le travail de nuit dans l'entreprise ? : Champ de la négociation collective

L. 3122-16

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En application de l'article [L. 3122-5](#), une convention ou un accord collectif de travail étendu peut fixer le nombre minimal d'heures entraînant la qualification de travailleur de nuit sur une période de référence.

[Dictionnaire du Droit privé](#)